

Le seul obstacle au bénéfice comme tel, c'est qu'il constitue une impossibilité mathématique. Un profit sur le prix n'est qu'une addition au prix sans qu'un montant correspondant d'argent entre en circulation. En d'autres termes, le profit qui n'est pas monétisé n'est pas de l'argent, et il n'est monétisé aujourd'hui qu'au moyen de la monnaie décollant de dettes. On a ainsi créé des dettes correspondant aux bénéfices compris dans le prix des denrées que nous devons acheter, et c'est là, à mon sens, l'unique inconvenient des bénéfices. Ils ne sont pas convenablement monétisés. A la vérité, ils contribuent à créer de la monnaie comportant des dettes, mais il n'est pas nécessaire qu'il en soit ainsi. Si les bénéfices compris dans le prix des denrées étaient entièrement monétisés, les consommateurs pourraient acheter intégralement ces produits.

J'ai dit que l'on considérait l'entreprise privée comme inefficace, du fait qu'elle n'assure pas la distribution des denrées. Je répète que cette responsabilité ne lui incombe pas. A vrai dire la distribution se fait, dans la mesure où des ouvriers sont employés et des salaires leur sont versés, mais la distribution intégrale ne saurait être réalisée grâce aux salaires versés par l'industrie. Les membres du parti créditiste ont rappelé en maintes occasions ce principe sur lequel sont fondées les propositions du major Douglas. Je répète: nulle industrie, ou nul groupe d'industries, ne distribue en puissance d'achat une somme égale au prix des denrées qu'elle produit. Cela ne tient pas aux surplus de bénéfices. Peu importe, en effet, que les gains soient élevés ou minimes. Il n'en reste pas moins que, pour toute maison d'affaires, le prix des denrées produites représente plus que le revenu distribué. On n'a pour le prouver qu'à examiner les livres de n'importe quel établissement, qu'il s'agisse du magasin du coin ou de la plus puissante société. Conséquemment, il est impossible à la population d'acheter tous les produits industriels à même les revenus qu'elle tire de l'industrie. On ne résoudra pas le problème en relevant les salaires; il s'ensuivrait en effet une majoration des prix occasionnée par une hausse des frais de production. Il faut donc chercher ailleurs une solution. Un autre reproche qu'adressent à l'entreprise privée nos amis de la C.C.F., est qu'elle refuse de songer à l'avenir. La seule façon, à mon avis, de songer à l'avenir, est tout simplement de produire. Pour ma part, je ne conçois pas qu'il soit nécessaire d'aller plus loin. J'ai déjà dit qu'on pouvait invoquer maintes preuves pour démontrer que les industries américaines et canadiennes ne le cèdent

[M. Kuhl.]

à aucune autre et donnent de meilleurs résultats que n'importe quel autre régime de production.

Une production dirigée, telle que la veulent les socialistes, est une notion totalitaire. Notre régime ne s'est pas écroulé parce qu'il n'était pas dirigé par des bureaucrates à l'emploi de l'Etat. Les membres de la C.C.F. ont fréquemment soutenu que notre effort de guerre avait réussi parce qu'il avait été dirigé suivant un plan déterminé. Je n'accepte pas cette affirmation. Il est vrai que notre effort de guerre fut dans une certaine mesure dirigé, mais son succès tient surtout à ce qu'on pouvait compter sur un marché assuré pour toute notre production. Comme il y avait beaucoup d'argent en circulation, trop même, on n'éprouvait aucune difficulté à vendre tout ce qu'il était possible de produire.

Il n'y a pas lieu de se préoccuper de l'organisation de la production. Nous devons nous préoccuper de la question de la consommation. Si la consommation est suffisante, la production sera abondante.

Il n'est pas nécessaire d'abolir le régime de l'entreprise privée simplement à cause des abus auxquels il donne lieu et des défauts qui y sont inhérents. A mon avis, le meilleur moyen de faire disparaître les monopoles, c'est de supprimer ce qui favorise la création de ces monopoles, c'est-à-dire le manque de puissance d'achat chez le public en général. Il n'y a pas assez d'argent pour tout le monde; pas conséquent, on s'efforce d'accaparer chaque dollar disponible, et de là vient le désir d'acheter son concurrent, étant donné la puissance d'achat limitée. S'il y avait en circulation une quantité de monnaie proportionnelle au prix d'achat des denrées, les consommateurs pourraient acheter toute la production à n'importe quel prix et, chacun pourrait se maintenir en affaires.

Les conservateurs prêchent la suppression des régies. Ils ont beaucoup insisté là-dessus et je partage leur point de vue dans une bonne mesure. Je ne suis pas encore très bien fixé sur ce point, mais je suis plutôt porté à favoriser la suppression des régies. Le problème que les conservateurs auraient à résoudre est celui-là même que j'ai décrit. Même si on supprimait les régies, notre régime économique ne serait pas rentable. Il ne crée pas assez de puissance d'achat pour racheter ses propres produits. Le seul fait de lever les restrictions afin d'accroître la production ne résoudra pas le problème de la distribution. L'industrie ne peut assurer sa propre distribution. Le régime n'est pas rentable.

Quelques mots sur les moyens d'obtenir cet objectif, et je termine. Le ministre des Finances a dit que nous devrions chercher à